

L'attentat contre Charlie Hebdo : l'occultation politique et médiatique des causes, des conséquences et des enjeux

Saïd BOUAMAMA

14 janvier
2015



Nous avons reçu énormément d'articles sur le drame de *Charlie Hebdo*. Nous en avons publié beaucoup. Nous ne pouvons les publier tous, que nos auteurs nous pardonnent. En attendant que des éléments nouveaux surgissent, il est temps de regarder le reste de la France et du monde. Cet article est donc le dernier sur ce sujet, pour l'instant (LGS).

L'attentat contre l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* marquera notre histoire contemporaine. Il reste à savoir dans quel sens et avec quelles conséquences. Dans le contexte actuel de « guerre contre le terrorisme » (guerre extérieure) et de racisme et d'islamophobie d'Etat, les artisans de cet acte ont, consciemment ou non [1] accéléré un processus de stigmatisation et d'isolement de la composante musulmane, réelle ou supposée, des classes populaires.

Les conséquences politiques de l'attentat sont déjà désastreuses pour les classes populaires et cela va se renforcer si aucune alternative politique à la fameuse « Union Nationale » n'est proposée.

En effet, la manière dont les médias français et une écrasante majorité de la classe politique réagissent est criminelle. Ce sont ces réactions qui sont dangereuses pour l'avenir et qui portent en elles de nombreux « dégâts collatéraux » et de futurs 7 et 9 janvier toujours plus meurtriers. Comprendre et analyser pour agir est la seule posture qui peut permettre aujourd'hui d'éviter les instrumentalisation et dévoiements d'une émotion, d'une colère et d'une révolte légitime.

L'occultation totale des causes

Ne pas prendre en compte les causalités profondes et immédiates, isoler les conséquences du contexte qui les fait émerger et ne pas inscrire un événement aussi violent dans la généalogie des facteurs qui l'ont rendu possible condamne, au mieux, à la tétanie, au pire, à une logique de guerre civile. Aujourd'hui, personne dans les médias n'aborde les causes réelles ou potentielles. Pourquoi est-il possible qu'un tel attentat se produise à Paris aujourd'hui ? Comme le souligne Sophie Wahnich, il existe « un usage fasciste des émotions politiques de la foule » dont le seul antidote est le « nouage possible des émotions et de la raison » [2]. Ce que nous vivons aujourd'hui est ce cantonnement des discours médiatiques et politiques dominants à la seule émotion, en occultant totalement l'analyse réelle et concrète. Toute tentative d'analyse réelle de la situation, telle qu'elle est, ou toute analyse tentant de proposer une autre explication que celle fournie par les médias et la classe politique, devient une apologie de l'attentat.



Regard sur le ventre fécond de la bête immonde

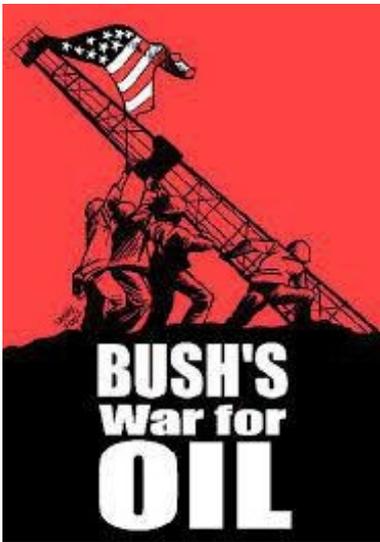
Regardons donc du côté des causes et d'abord de celles qui relèvent désormais de la longue durée et de la dimension internationale. La France est une des puissances les plus en guerre sur la planète. De l'Irak à la Syrie, en passant par la Libye et l'Afghanistan pour le pétrole, du Mali à la Centrafrique, en passant par le Congo pour les minerais stratégiques, les soldats français contribuent à semer la mort et le désastre aux quatre coins de la planète. La fin des équilibres mondiaux issus de la seconde guerre mondiale avec la disparition de l'URSS, couplée à une mondialisation capitaliste centrée sur la baisse des coûts pour maximiser les profits et à la nouvelle concurrence des pays émergents, font de la maîtrise des matières premières la cause principale des ingérences, interventions et guerres contemporaines. Voici comment le sociologue Thierry Brugvin résume la place des guerres dans le monde contemporain :

« La conclusion de la guerre froide a précipité la fin d'une régulation des conflits au niveau mondial. Entre 1990 et 2001 le nombre de conflits interétatiques a explosé : 57 conflits majeurs sur 45 territoires distincts. [...]

Officiellement, le départ pour la guerre contre une nation adverse est toujours légitimé par des mobiles vertueux : défense de la liberté, démocratie, justice... Dans les faits, les guerres permettent de contrôler économiquement un pays, mais aussi de faire en sorte que les entrepreneurs privés d'une nation puissent accaparer les matières premières (pétrole, uranium, minerais, etc.) ou les ressources humaines d'un pays. » [3]

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, le discours de légitimation des guerres s'est construit essentiellement sur le « danger islamiste » contribuant au développement d'une islamophobie à grande échelle au sein des principales puissances occidentales, que les rapports officiels eux-mêmes sont contraints de constater. [4] Dans le même temps, ces guerres produisent une solide « haine de l'occident » dans les peuples victimes de ces agressions militaires. [5] Les guerres menées par l'occident sont une des principales matrices de la bête immonde.

Dans la volonté de contrôle des richesses pétro-gazières, le Proche et le Moyen-Orient sont un enjeu géostratégique central. Les stratégies des puissances occidentales en général et françaises en particulier, se déploient sur deux axes : le renforcement d'Israël comme base et pivot du contrôle de la région, et le soutien aux pétromonarchies réactionnaires du golfe.



Le soutien indéfectible à l'Etat d'Israël est ainsi une constante de la politique française ne connaissant pas d'alternance, de Sarkozy à Hollande. L'État sioniste peut assassiner en toute impunité sur une grande échelle. Quels que soient l'ampleur et les moyens des massacres, le gérant local des intérêts occidentaux n'est jamais véritablement et durablement inquiété. François Hollande déclare ainsi lors de son voyage officiel en Israël en 2013 : « je resterai toujours un ami d'Israël ». [6]

Et, là aussi, le discours médiatique et politique de légitimation d'un tel soutien se construit sur la base d'une présentation du Hamas palestinien mais également (à travers des imprécisions verbales récurrentes) de la résistance palestinienne dans son ensemble, de la population palestinienne dans son ensemble et de ses soutiens politiques internationaux, comme porteurs d'un danger « islamiste ». La logique « du deux poids, deux mesures » s'impose une nouvelle fois à partir d'une approche islamophobe portée par les plus hauts sommets de l'État et relayée par la grande majorité des médias et des acteurs politiques. Tel est le second profil du ventre de la bête immonde.

Ces facteurs internationaux se conjuguent à des facteurs internes à la société française. Nous avons déjà souligné, plus haut, l'islamophobie d'État, propulsée par la loi sur le foulard en 2004 et entretenue depuis régulièrement (discours sur les révoltes des quartiers populaires en 2005, loi sur le niqab, « débat » sur l'identité nationale, circulaire Chatel et exclusion des mères voilées des sorties scolaires, harcèlement des lycéennes en jupes longues, interdiction des manifestations de soutien au peuple palestinien, etc.).

Il faut maintenant souligner que ce climat islamophobe n'a été confronté à aucune réponse par les forces politiques se réclamant des classes populaires. Plus grave, un consensus très large s'est fait jour à plusieurs reprises, au prétexte de défendre la « laïcité » ou de ne pas frayer avec « ceux qui défendent le Hamas ». De l'extrême-droite à une partie importante de l'extrême gauche, les mêmes arguments ont été avancés, les mêmes clivages ont été construits, les mêmes conséquences ont été produites.

Le résultat n'est rien d'autre que l'enracinement encore plus profond des islamalgames, l'approfondissement d'un clivage au sein des classes populaires, la fragilisation encore plus grande des digues antiracistes déjà fragilisées, et des violences concrètes ou symboliques exercées contre les musulmans et les musulmanes. Ce résultat peut se décrire, comme le propose Raphaël Liogier, comme la diffusion, dans une partie importante de la société, du « mythe de l'islamisation » débouchant sur la tendance à constituer une « obsession collective ». [7]

sur les mosquées de Bayonne et Poitiers, des grenades sont lancées contre une autre au Mans, des coups de feu sont tirés contre une salle de prière à Port la Nouvelle, une autre salle de prière est incendiée à Aix les Bains, une tête de sanglier et des viscères sont accrochés devant une salle de prière à Corte en Corse, un restaurant-snack-kebab est l'objet d'une explosion à Villefranche-sur-Saône, un automobiliste est la cible de coups de feu dans le Vaucluse, un lycéen d'origine maghrébine de 17 ans est molesté lors d'une minute de silence à Bourgoin-Jallieu en Isère, etc. Ces propos et actes montrent l'ampleur des dégâts d'ores et déjà causés par les dernières décennies de banalisation islamophobe. Ils font aussi partie de la bête immonde.

La bête immonde se trouve également dans l'absence criante d'indignation face aux victimes innombrables des guerres impérialistes de ces dernières décennies. Réagissant à propos du 11 septembre, la philosophe Judith Butler s'interroge sur l'indignation inégale. Elle souligne que l'indignation justifiée pour les victimes du 11 septembre s'accompagne d'une indifférence pour les victimes des guerres menées par les États-Unis : « Comment se fait-il qu'on ne nous donne pas les noms des morts de cette guerre, y compris ceux que les EU ont tués, ceux dont on n'aura jamais une image, un nom, une histoire, jamais le moindre fragment de témoignage sur leur vie, quelque chose à voir, à toucher, à savoir ? ». [9]

Cette indignation inégale est à la base du processus de production d'un clivage bien réel au sein des classes populaires. Et c'est ce clivage qui est porteur de tous les dangers, notamment en période de construction de « l'union nationale », comme aujourd'hui.

L'union nationale qu'ils rêvent de construire, c'est « toutes et tous ensemble contre ceux qui ne sont pas des nôtres, contre celles et ceux qui ne montrent pas patte blanche ».

Une formidable instrumentalisation politique

Mais le scandale que nous vivons aujourd'hui ne s'arrête pas là. C'est avec un cynisme consommé que des instrumentalisations de la situation, et de la panique qu'elle suscite, se déploient à longueur de journée.

* Renforcement sécuritaire et atteintes aux libertés démocratiques

Certains, comme Dupont Aignan, réclament « plus de souplesse aux forces de l'ordre » alors qu'une nouvelle « loi antiterroriste » a déjà été votée l'automne dernier. Et, en écho, Thierry Mariani fait référence au *Patriot Act* étasunien (dont la conséquence a été de graves atteintes aux libertés individuelles sous prétexte de lutte contre le terrorisme) : « Les États-Unis ont su réagir après le 11 Septembre. On a dénoncé le *Patriot Act*, mais, depuis, ils n'ont pas eu d'attentat à part Boston ». [10]

Instrumentaliser la peur et l'émotion pour renforcer des lois et mesures liberticides, telle est la première manipulation qui est aujourd'hui testée pour mesurer le champ des possibles en matière de régression démocratique. D'ores et déjà, certaines revendications légitimes et urgentes sont rendues inaudibles par la surenchère sécuritaire qui tente de profiter de la situation : il sera par exemple beaucoup plus difficile de mener le combat contre le contrôle au faciès, et les humiliations quotidiennes qu'il produit continueront à s'exercer dans l'indifférence générale.

* L'unité nationale

La construction active et déterminée de l'unité nationale est la seconde instrumentalisation majeure en cours. Elle permet de mettre en sourdine l'ensemble des revendications qui entravent le processus de dérégulation généralisé. La ficelle a beau être grosse, elle est efficace dans un climat de peur généralisé, que l'ensemble des médias produisent quotidiennement. Dans certaines villes, l'unité nationale est déjà étendue au Front National qui a participé aux rassemblements de soutien à *Charlie Hebdo*. Dati et Fillon s'indignent déjà de « l'exclusion » de Marine Le Pen de l'unité nationale. C'est cette « unité nationale » qui fait le plus de dégâts politiquement aussi, car elle détruit les rares repères positifs qui pouvaient exister auparavant en termes d'alliances possibles et d'identités politiques.

* L'injonction à se justifier

Une autre instrumentalisation se trouve dans l'injonction permanente des musulmans réels ou supposés à se

justifier pour des actes qu'ils n'ont pas commis, et/ou à se démarquer des auteurs de l'attentat.

Cette mise en accusation permanente est humiliante. Il n'est venu à l'idée de personne d'exiger de tous les chrétiens réels ou supposés une condamnation lorsque le Norvégien Anders Behring Breivik a assassiné 77 personnes en juillet 2011 en se revendiquant de l'islamophobie et du nationalisme blanc.

Derrière cette injonction, se trouve la logique posant l'islam comme étant par essence incompatible avec la République. De cette logique découle l'idée de mettre les musulmans, réels ou supposés, sous surveillance non seulement des policiers, mais également des médias, des profs, des voisins, etc.

* Être Charlie ? Qui peut être Charlie ? Qui veut être Charlie ?

Le slogan « nous sommes tous Charlie » est enfin la dernière instrumentalisation en déploiement ces jours-ci. Si l'attentat contre *Charlie Hebdo* est condamnable, il est hors de question cependant d'oublier le rôle qu'a joué cet hebdomadaire dans la constitution du climat islamophobe d'aujourd'hui.

Il est également hors de question d'oublier les odes à Bush que ses pages accueillait alors que celui-ci impulsait cette fameuse « guerre contre le terrorisme » en Afghanistan puis en Irak. Ces prises de positions écrites ou dessinées ne sont pas des détails ou de simples amusements sans conséquences : elles sont à l'origine de multiples agressions de femmes voilées et de nombreux actes contre des lieux de cultes musulmans. Surtout, ce journal a fortement contribué à cliver les classes populaires au moment où elles avaient besoin plus que jamais d'unité et de solidarité. Nous ne sommes PAS PLUS Charlie hier qu'aujourd'hui.

Les temps qui s'annoncent vont être difficiles et coûteux. Pour stopper l'escalade, nous devons mettre fin à la violence des dominants : nous devons nous battre pour stopper les guerres impérialistes en cours et abroger les lois racistes. Pour stopper l'escalade, nous devons développer tous les cadres et événements de solidarité destinés à empêcher la déferlante des propos ou actes racistes et notamment islamophobes. Pour stopper l'escalade, nous devons construire tous les espaces de solidarité économique et sociale possibles dans nos quartiers populaires, en toute autonomie vis-à-vis de tous ceux qui prônent l'union nationale comme perspective. Plus que jamais, nous avons besoin de nous organiser, de serrer les rangs, de refuser la logique « divisant ceux qui devraient être unis et unissant ceux qui devraient être divisés ». Plus que jamais, nous devons désigner l'ennemi pour nous construire ensemble : l'ennemi c'est tout ce qui nous divise.

Said Bouamama

Source : Investig'Action

Said Bouamama est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Figures de la libération africaine. De Kenyatta à Sankara*, 2014 ; *Femmes des quartiers populaires, en résistance contre les discriminations, des femmes de Blanc-Mesnil*, Le Temps des Cerises, 2013 ; *Dictionnaire des dominations de sexe, de race, de classe*, Édition Syllepse, 2012 ; *Les discriminations racistes : une arme de division massive*, L'Harmattan, 2010 ; *Les classes et quartiers populaires. Paupérisation, ethnicisation et discrimination*, Éditions du Cygne, 2009 ; *L'affaire du foulard islamique : production d'un racisme respectable*, Le Geai bleu, 2004 ; *Dix ans de marche des beurs, chronique d'un mouvement avorté*, Desclée de Brouwer, 1994.

»» http://www.michelcollon.info/L-attentat-contre-Charlie-Hebdo-L.html++cs_INTERRO++lang=fr

Notes :

[1] Il est d'une part trop tôt pour le dire et, d'autre part, le résultat est le même.

[2] Sophie Wahnich, *La révolution française, un événement de la raison sensible 1787-1799*, Hachette, Paris, 2012, p. 19.

[3] Thierry Brugvin, *Le pouvoir illégal des élites*, Max Milo, Paris, 2014.

[4] Djacoba Liva Tehindrazanarivelo, *Le racisme à l'égard des migrants en Europe*, éditions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2009, p. 171.

[5] Jean Ziegler, *La haine de l'Occident*, Albin Michel, Paris, 2008.

[6] *Le Monde*, Hollande « ami d'Israël » reste ferme face à l'Iran, 17-11-2013.

[7] Raphaël Liogier, *Le mythe de l'islamisation, essai sur une obsession collective*, Le Seuil, Paris, 2012.

[8] Voir sur cet aspect [mon dernier article sur mon blog](#) : “ Les dégâts invisibilisés des discriminations inégalité sociales et des discriminations racistes et sexistes ”.

[9] Judith Butler, cité dans, Mathias Delori, Ces morts que nous n'allons pas pleurer, <http://blogs.mediapart.fr/blog/mathiasdelori/080115/ces-morts-que-nous....>, consulté le 9 janvier 2015 à 18 h.

[10] Le Parisien du 8-01-2015